

Biographies de quatorze chefs de guerre

Michel Gaud et Laurence Porgès***

Une lecture, même rapide, des biographies qui suivent prouve à l'évidence qu'il n'est pas possible d'établir un « portrait-robot » du chef de guerre africain. C'est sans doute le principal enseignement de cette étude, malgré toutes ses limites, liées aux lacunes de l'information mais aussi aux difficultés propres à un tel exercice.

On ne saurait donc porter un jugement général en rendant par exemple ces hommes responsables d'une égale manière des drames sanglants qu'a vécus, et continue parfois de vivre, une partie de l'Afrique.

Leurs caractères – ou plutôt les manifestations extérieures de ces caractères – sont différents. Quoi de commun entre le Libérien Charles Taylor, paranoïaque et corrompu, l'austère Ougandais Museveni, l'impétueux Tchadien Idriss Déby, ou l'étrange Sierra-Léonais Sankoh ? Certains paraissent introvertis, secrets, peu à l'aise en public. D'autres au contraire sont des tribuns, ne manquant pas une occasion de plaider leur cause devant micros, caméras ou conférences internationales. Plusieurs méprisent l'argent et vivent simplement, alors que la cupidité, plus ou moins ostentatoire, semble bien animer tel ou tel.

Leurs origines – on veut parler de leur milieu familial – sont très diverses, et de nombreuses catégories sociales sont représentées : éleveurs nomades, aristocratie, petite bourgeoisie d'Etat. Mais, pour autant qu'on puisse le savoir – certaines ascendances ne nous sont pas connues – aucun des chefs de guerre n'est directement issu de la paysannerie, à l'exception peut-être de Sankoh.

La diversité vaut également en matière de religion dont l'éventail reflète assez fidèlement la situation qui prévaut en Afrique. Il y a des musulmans, mais aussi des chrétiens d'obédiences variées (catholicisme,

**Afrique
contemporaine**
Numéro spécial
4^e trimestre 1996

Thèmes
transversaux

173

* Rédacteur en chef.
** ORSTOM.

Fonds Documentaire ORSTOM
Cote : B*9425 Ex : 1

Fonds Documentaire ORSTOM



PM 178

protestantisme, orthodoxie). Sankoh, décidément original, professe une sorte d'œcuménisme mystique associant christianisme et islam. Comme on le voit, il s'agit dans tous les cas de religions monothéistes, aucun des « quinze » ne se réclamant d'une religion coutumière.

Il y a cependant un trait qui les réunit presque tous : la plupart d'entre eux, en effet, ont bénéficié d'un niveau d'études supérieur, très souvent en Europe ou aux Etats-Unis, complété pour certains par des stages de perfectionnement. Globalement parlant, ce sont des intellectuels, et les plus cruels ne sont pas toujours les moins diplômés.

Il reste que majoritairement, leur formation initiale touche à des domaines variés : agriculture, économie, sciences politiques, droit, santé, ethnologie, commerce. Deux seulement – Aïdid et Déby – peuvent être considérés comme des militaires de carrière au sens conventionnel du terme, tous les autres ayant eu, de ce point de vue, des cursus atypiques, même si, à un moment ou à un autre, ils ont été membres d'une armée régulière (Garang, Johnson, Kagamé, Museveni, Sankoh). A l'autre extrémité de cette nébuleuse se trouvent les purs guérilleros : Afeworki, Dhlakama, Habré, Goukouni Oueddeye, Savimbi, Taylor, Zenawi.

Il n'est guère nécessaire d'aller très loin dans l'observation et l'analyse pour percevoir ce qui semble bien être l'axe principal qui divise cet ensemble. C'est la guerre elle-même, selon qu'elle est une fin ou un moyen ou, si l'on veut, selon la finalité qui lui est donnée. On objectera qu'il s'agit dans tous les cas de conquérir le pouvoir politique. Est-ce bien certain ? Taylor, Aïdid, Savimbi et quelques autres paraissent avoir été à certains moments en position de force, situation qu'une négociation leur aurait sans doute permis d'exploiter. Pour des raisons diverses, plaisir de guerroyer, goût de la violence ou intérêt matériel, ils ont préféré continuer le combat. Il y a aussi ceux qui, parvenus au pouvoir – on pense à Hissène Habré – n'ont pas changé leurs méthodes et ont continué de se comporter en chefs de bande au lieu de s'attacher à construire la paix.

Inversement, d'autres ont fait de la guerre un outil au service d'un objectif précis : l'indépendance (Afeworki) ou le renversement d'un régime abhorré (Museveni, Zenawi, Kagamé...). Une fois parvenus à leurs fins, ils ont changé ou se sont efforcés de changer de registre. Chefs de guerre, ils l'ont été, et parfois brillamment, mais ils sont au moins autant des hommes d'Etat. Il s'agit de politiques qui ont fait la guerre. Cette subordination de l'action militaire explique vraisemblablement qu'ils ne soient pas tombés en

général dans les pires excès. Alors qu'un Dhlakama mettait des régions entières du Mozambique à feu et à sang, Afeworki faisait construire des écoles et des dispensaires dans les zones qu'il venait de conquérir...

Issayas Afeworki

(Erythrée)

Issayas Afeworki fait partie de ce petit nombre de rebelles qui ont réussi dans leur entreprise et, ce qui est plus rare encore, se sont empressés, dès que cela n'était plus nécessaire, de jouer sur un autre registre que celui des armes. Le guerrier a su laisser la place au politique. Il disposait à cet égard d'un atout exceptionnel : aux yeux des Erythréens, il est le chef qui leur a permis de se libérer du joug éthiopien. Il détient de ce fait une légitimité qui ne semble pas contestée.

Issayas Afeworki, né en 1945 à Asmara dans une famille chrétienne (1), étudie à la Faculté polytechnique de l'université de cette ville, mais la quitte dès 1965 pour rejoindre le Front de libération de l'Erythrée (FLE) qui, depuis le 1^{er} septembre 1961 – le FLE a été fondé en 1960 – mène des actions de guérilla contre le pouvoir éthiopien (2). Il effectue un cycle de formation militaire en Chine en 1967 et, à son retour, rompt avec la direction du FLE qu'il considère trop conservateur et trop influencé par les musulmans.

En 1970, avec une poignée d'autres cadres, Afeworki fonde les Forces populaires de libération, qui deviennent Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) en 1977. Depuis 1975, Issayas Afeworki est commandant militaire du mouvement dissident.

De 1978 à 1988, le colonel Haïle Mariam Mengistu, le « Négus rouge », chef de l'Etat éthiopien, refuse tout dialogue et met en jeu des moyens militaires énormes fournis par l'URSS pour tenter d'écraser la rébellion.

Les combattants du FPLE mènent une guerre dans la guerre contre le FLE jusqu'en 1980, date à laquelle le FPLE devient la seule force luttant sur le terrain contre la domination éthiopienne. Afeworki et ses troupes grignotent peu à peu du terrain, récupérant un important matériel – artillerie et chars – sur les Ethiopiens. Les maquisards du FPLE deviennent alors une véritable armée régulière et disciplinée qui contrôle d'abord le Nord, puis l'Ouest (ancien bastion du FLE), et finalement la côte est. Le FPLE, dont Afeworki est devenu secrétaire général en 1987, s'attache à développer les zones qu'il a libérées, créant ses propres services sociaux et écoles. A Asmara, la capitale, des réseaux secrets sont mis en place dans l'administration, ce qui facilitera la transition après la libération du pays.

Le port de Massaoua est conquis en février 1990, ce qui prive l'armée éthiopienne d'une voie d'approvisionnement, et Asmara tombe, pratiquement sans combats, en mai 1991. En Ethiopie, le même mois, le tyranique et marxisant Mengistu a fui devant l'avancée des troupes du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) dirigé par Meles Zenawi.

Les deux dirigeants de la rébellion contre Mengistu s'entendent sur le principe de l'indépendance de l'Erythrée, qui est confirmé, dès juillet, par une Conférence nationale éthiopienne. Au plan international, les Nations unies soutien-

(1) La population de l'Erythrée – environ 3,5 millions d'habitants aujourd'hui – est partagée approximativement par moitié entre musulmans et chrétiens orthodoxes.

(2) Colonie italienne de 1889 à 1941, l'Erythrée a été administrée ensuite et, jusqu'en 1952, par la Grande-Bretagne. Sous l'égide des Nations unies (résolution du 2 février 1950), elle est alors réunie à l'Ethiopie au sein d'une fédération. Mais l'empereur Haïlé Sélassié réduit progressivement son autonomie, pourtant prévue par les Nations unies, et finit par en faire, en 1962, une simple province éthiopienne.

nent la proposition d'Afeworki d'organisation d'un référendum national érythréen sur l'indépendance. Celui-ci se déroule en avril 1993 et donne 99,8 % de voix en faveur de l'indépendance. L'Ethiopie en accepte les résultats une semaine plus tard et l'indépendance est proclamée le 24 mai, date anniversaire de la libération d'Asmara. Le vingt-huit, l'Erythrée devient le 182^e Etat membre des Nations unies. L'Assemblée nationale provisoire élit aussitôt Afeworki comme Président.

Sauvé de justesse d'une crise de paludisme cérébral (inconscient, il est convoyé par avion en Israël), Afeworki s'attache à transformer le FPLE en organisation politique, sous le nom de Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ). Toutefois, la démocratisation des institutions est menée lentement, et les premières élections multipartites ne sont pas attendues avant 1997. L'armée – il est toujours dangereux de laisser des anciens combattants inoccupés – est mise au service du développement, envisagé dans un cadre d'économie mixte. Dès 1987 en effet, sous l'impulsion de son nouveau secrétaire général, le FPLE a abandonné le marxisme doctrinaire. Afeworki attache la plus grande importance aux relations de l'Erythrée avec l'Ethiopie dont les destins sont étroitement liés du fait de la géographie et de l'histoire. Le chrétien – non pratiquant – qu'il est se méfie du Soudan et de l'intégrisme musulman en général, qui le dénoncent comme athée, et souhaite mettre en place une société laïque et moderne. Le tribalisme l'inquiète, et c'est peut-être pour cette raison qu'il a tenté, avec Meles Zenawi, de jouer les bons offices dans l'imbroglio somalien, sans succès, comme on le sait. Sa première visite officielle dans un pays occidental a été pour la France, en mai 1994. Il compte beaucoup sur l'aide internationale pour contribuer au développement de son pays, l'un des plus pauvres du monde.

Issayas Afeworki aime la musique classique. On le dit poète.



Mohammed Farah Aïdid

(Somalie)

Ses partisans l'avaient surnommé l'« Invincible ». Il ne l'était pas suffisamment puisqu'il n'a survécu que quelques jours à une blessure par balle dans l'abdomen. Mohammed Farah Aïdid est mort le 1^{er} août 1996, à Mogadiscio, victime d'affrontements armés dont il était l'un des principaux responsables. Il avait environ soixante-cinq ans, étant né, dit-on, en 1934 à Baléo-Weyne, en Somalie alors italienne, sur la frontière avec l'Ethiopie.

Issu d'une famille de nomades d'un clan de la « confédération » des Hawiyes, il fut d'abord berger dans sa région natale, puis écolier à Mogadiscio à partir de l'âge de 10 ans. Aïdid rejoint l'armée et bénéficie d'une formation dans une école militaire près de Rome (3). Il devient lieutenant en 1956, puis chef de la police de Mogadiscio. Après l'indépendance, intervenue le 1^{er} juillet 1960, et jusqu'en 1963, il étudie dans une école d'officiers en URSS. Il parle le somali, ce qui va de soi, mais aussi l'anglais, l'italien et l'arabe.

En 1969, après le coup d'Etat du 21 octobre qui porte au pouvoir Siyad Barre, il est nommé par ce dernier chef d'état-major, mais se retrouve rapidement en prison à la suite d'un différend avec le dictateur. Libéré en 1976, il est nommé colonel et la prise d'une base éthiopienne en 1977, lors de la guerre de l'Ogaden, le rend célèbre. Il prend ensuite la tête de l'Agence d'importation de produits pharmaceutiques, puis devient conseiller à la Présidence et chef de la sécurité. En 1984, après une période de disgrâce, il est nommé ambassadeur en Inde.

A son retour en Somalie en 1989, il est appelé par les membres de son clan pour diriger la rébellion naissante. Il en exige la direction politique et

(3) De 1950 à 1960, l'Italie a assumé l'administration de l'ex-Somalia pour le compte des Nations unies.

s'empare de la présidence du Congrès de la Somalie unifiée (CSU). Le 1^{er} décembre 1990, débute la rébellion au Nord, au Centre et au Sud du pays. Le vingt-quatre du même mois, de violents combats ont lieu à Mogadiscio. Le 27 janvier 1991, la capitale est prise par les rebelles qui chassent Barre du pouvoir.

Les adversaires d'Aïdid au sein du CSU lui préfèrent comme président par intérim (29 janvier 1991) le commerçant Ali Mahdi, Hawiye comme lui, mais d'un autre clan, privant ainsi le général des fruits de sa victoire sur le terrain.

Le 17 janvier 1992, les combattants d'Aïdid prennent le contrôle du port de Mogadiscio et, un mois plus tard, de violents combats éclatent dans la capitale au moment où doivent s'ouvrir des négociations sous l'égide des Nations unies.

En avril 1992, expulsé du CSU, Aïdid fonde l'Alliance nationale somalienne (ANS) mais son intransigeance lui aliène une partie des chefs de son clan ; il reste cependant le porte-drapeau des Hawiyes.

Aïdid contrôle alors la moitié de Mogadiscio mais perd son quartier général de Bardera dans le Sud-Ouest du pays.

Le 24 avril 1992, le Conseil de sécurité de l'ONU décide de mettre en place l'opération ONUSOM (Opération des Nations unies en Somalie), chargée de veiller à l'application d'un accord conclu le 3 mars entre le général Aïdid et le président par intérim Ali Mahdi. C'est le point de départ d'une intervention internationale qui s'achèvera piteusement en 1995 avec le départ des derniers Casques bleus, et dont la phase la plus médiatisée sera l'opération *Restore Hope* (Rendre l'espoir) sous direction américaine. D'abord considéré comme un partenaire incontournable, Aïdid devient rapidement aux yeux de l'ONU le principal fauteur de guerre. Sa tête est mise à prix, son quartier général est bombardé. Il s'en sort sans une égratignure, mais réussit à humilier les forces internationales par des coups de main meurtriers, la destruction d'hélicoptères et la prise en otage d'un pilote. Son prestige est alors au zénith et les Nations unies se décident, sans plus de succès, à jouer la carte de la négociation.

Après le départ des troupes d'ONUSOM, en 1995, la guérilla se poursuit avec des trêves non respectées. Mogadiscio en reste l'enjeu principal. Mais Aïdid doit désormais faire face à un adversaire supplémentaire, Osman Atto, son bras droit et principal financier, qui fait défection en juillet 1995. Des combats l'opposent à ce dernier à partir d'avril 1996. Puis, en juillet, Ali Mahdi se lance lui aussi dans la bataille. Aïdid est blessé et meurt. Son fils Hussein, naturalisé américain, ingénieur des travaux publics, ancien caporal des *marines*, qui a participé à l'opération *Restore Hope* pour assurer la liaison entre les Américains et son père, a été désigné pour lui succéder. Il a treize frères et sœurs, nés des quatre épouses du général. Les combats continuent.

Selon des journalistes qui l'avaient rencontré, le général Aïdid, malgré « son visage d'aigle », était courtois, raffiné et poète.

● Idriss Déby

(Tchad)

Idriss Déby appartient à une famille très nombreuse apparentée aux Goranes. Il évoquera plus tard volontiers « ses trente frères et ses sœurs, tous très instruits ». Né en 1952 à Berdoba (4) dans l'Ennedi, il fait ses études aux lycées d'Abéché et de Bon-

(4) Certaines sources indiquent Am Djeress ou Bao. Berdoba figure dans les biographies officielles.

gor. Il est admis en 1974 à l'école des officiers de N'Djaména et devient sous-lieutenant l'année suivante. En 1976, il reçoit une formation de pilote d'avion de transport à Hazebrouck, dans le Nord de la France, d'où il sort breveté.

En 1979, Déby se rallie aux FAN (Forces armées du Nord) d'Hissène Habré qu'il soutient contre le président Malloum puis contre Goukouni Oueddeye. En 1981, il devient chef d'état-major adjoint des FAN et participe à la campagne qui permet à Habré de revenir au pouvoir (entrée à N'Djaména le 2 juin 1982). Il devient alors commandant en chef de l'armée (Forces armées nationales tchadiennes, FANT).

En mai 1983, largement épaulé par la France (opération Manta), il repousse l'offensive Goukouni-Libyens et reconquiert Abéché.

En 1984, Déby est l'un des dirigeants de la féroce répression menée au Moyen-Chari contre des civils de la région, sympathisants des « codos », rebelles hostiles à Habré. Des dizaines de fonctionnaires et de notables sont arrêtés et exécutés sommairement. C'est le « septembre noir », dont le souvenir n'est pas encore effacé.

En 1985, Habré envoie Déby en France à l'École de guerre, peut-être pour l'éloigner. Il établit de nombreux contacts à haut niveau dans l'armée française où ses méthodes de combat, peu orthodoxes mais efficaces, fascinent bon nombre d'officiers qui apprécient aussi sa devise « Ma dignité, mon honneur, ma parole ».

En 1986, de retour à N'Djaména, Déby est nommé colonel et devient conseiller militaire auprès d'Habré, chargé de la sécurité et de la défense. En 1987, une campagne militaire permet aux Tchadiens de vaincre les Libyens et de reconquérir la totalité du Nord du Tchad. Bien que le principal héros de cette campagne soit son cousin Hassan Djamous, c'est à cette occasion que naît la légende de Déby. On parle de lui, chez les militaires français, comme de l'homme qui a inventé les rezzous mécanisés, les « rezzous-TGV », et *Le Monde* le nommera « le cow-boy des sables » lors de sa prise de pouvoir en 1990 (5).

Le 1^{er} avril 1989, Déby et deux de ses proches collègues sont accusés de préparer un complot. Déby et ses troupes s'enfuient vers la frontière soudanaise et lui-même part en exil au Soudan puis à Lagos. Hassan Djamous, qui l'avait remplacé à la tête des FANT, est assassiné ainsi que plusieurs personnes de sa famille.

En octobre 1989 puis en mars-avril 1990, il mène deux offensives infructueuses contre Habré. En décembre 1990, après une brève campagne qui anéantit l'armée de Habré, épuisée par la guerre contre la Libye et les précédents combats et dont la moitié des effectifs déserte, il entre dans N'Djaména le 2 décembre, provoquant ainsi le départ d'Habré en exil.

Devenu chef de l'Etat le 4 décembre 1990, Idriss Déby s'efforce de faire table rase du passé. Il ne promet « ni l'or, ni l'argent, mais la liberté », supprime le parti unique, UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), de Habré, mais tente d'imposer le sien, le MPS (Mouvement patriotique du salut). Une charte nationale, promulguée le 1^{er} mars 1991, installe un régime provisoire, pour une durée prévue de trente mois. Il nomme un Premier ministre, afin d'esquisser un partage du pouvoir avec les gens du Sud. Il y en aura cinq en cinq ans. De nombreux partis se constituent et la presse est désormais totalement libre. Mais l'insécurité dans le pays s'accroît : assassinats individuels, révolte dans le Logone oriental qui entraîne une répression très dure.

Le 15 janvier 1993, Déby réunit une Conférence nationale qui rassemble « les forces vives de la nation ». Elle débouche sur une « charte de la transition » : Déby demeure président de la République et un Conseil supérieur exerce le pouvoir législatif.

(5) Jacques Isnard, « Idriss Déby, "cow-boy" des sables », *Le Monde*, 3 décembre 1990.

Déby porte le différend avec les Libyens devant la Cour internationale de justice de La Haye qui, le 3 février 1994, rend un arrêt favorable au Tchad. La Libye restitue la bande d'Aozou.

Politiquement, Déby réussit à se maintenir au pouvoir, jouant habilement des divisions de ses concurrents. 1996 est l'année des élections : le 31 mars, un référendum approuve la nouvelle Constitution ; les 2 juin et 3 juillet, des présidentielles le confirment dans sa fonction de président de la République. Mais l'insécurité demeure, du fait notamment de l'indiscipline de l'armée, et l'économie est au point mort.

Afonso Dhlakama

(Mozambique)

Né en 1953, Dhlakama fréquente un séminaire catholique avant d'être diplômé d'une école de commerce au Portugal en 1969.

En 1973, il rejoint le FRELIMO (Front de libération du Mozambique), le mouvement national de libération dirigé par Samora Machel, mais il en est exclu dès l'année suivante à l'occasion d'une campagne anticorruption.

Le 25 juin 1975, le Mozambique accède à l'indépendance. Samora Machel en devient le Président. La plupart des Portugais quittent le pays en pratiquant la politique de la terre brûlée.

En 1976, le gouvernement de la minorité blanche de Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe), non reconnu par la communauté internationale, décide d'organiser une force de guérilleros, la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), pour déstabiliser le Mozambique qui est alors utilisé comme base arrière par les indépendantistes noirs rhodésiens. Dhlakama rejoint la RENAMO peu de temps après sa création ; il est chargé des fournitures destinées aux forces armées.

Cette organisation, où se retrouvent de nombreux anciens soldats africains de l'armée coloniale portugaise, n'est alors qu'une sorte d'extension de l'armée rhodésienne, à tel point qu'elle est dirigée au départ par des colons portugais mécontents. Comme la Rhodésie veut que la RENAMO paraisse plus africaine, Dhlakama prend rapidement de l'importance dans le mouvement.

Le FRELIMO au pouvoir est, quant à lui, un mouvement essentiellement urbain. Il se transforme, en 1979, en un parti marxiste-léniniste d'avant-garde ayant pour objectif l'avènement d'un état socialiste.

En 1980, après la mort du fondateur de la RENAMO, Dhlakama en devient le président, éliminant plusieurs de ses rivaux en les faisant exécuter. La même année, le pouvoir blanc est définitivement battu en Rhodésie.

Pendant les années quatre-vingt, la RENAMO opère comme une organisation terroriste extrémiste. Sa stratégie est simple : il s'agit de détruire tout ce qui est lié au pouvoir central et de rendre le pays ingouvernable. Ecoles, hôpitaux, ponts et chemins de fer constituent ses cibles préférées, sans parler de la ligne à haute tension qui évacue vers l'Afrique du Sud l'électricité produite par le barrage de Cabora-Bassa. Dhlakama et la RENAMO font régner l'insécurité dans tout le pays, à l'exception des grandes villes. L'armée mozambicaine est impuissante. Seule une intervention des forces du Zimbabwe évite que le pays soit coupé en deux. En 1986, on compte 250 escarmouches par mois avec les troupes nationales dont 85 % sont menées par la RENAMO.

L'aide dont le mouvement dispose provient non seulement d'Afrique du Sud, d'abord ouvertement, puis secrètement après 1984, mais aussi d'organismes de la droite américaine musclée qui voient dans la RENAMO un rem-

part contre le communisme. L'effondrement du bloc soviétique va changer la donne locale et, en 1990, le FRELIMO, qui vient d'abandonner son discours politique stalinien-marxiste, et la RENAMO décident de discuter d'un cessez-le-feu. Malgré quelques essais infructueux, Joaquim Chissano, président du Mozambique, et Dhlakama signent une déclaration commune le 7 août 1992 et les négociations débouchent sur un accord signé à Rome le 4 octobre suivant : la RENAMO est reconnue comme parti politique, des élections démocratiques sont prévues dans un délai d'un an, les deux armées sont fusionnées et l'amnistie politique est déclarée.

Dhlakama essuie un revers en mai 1994 quand les autres groupes de l'opposition refusent de soutenir sa candidature comme Président, lui laissant seulement le soutien des adhérents de la RENAMO, ce qui ne lui permet pas d'être élu. Il accepte néanmoins de respecter les résultats des élections et promet de ne pas retourner à la guérilla.

Alors que beaucoup d'observateurs ont longtemps estimé que la RENAMO n'était qu'une constellation de groupes de bandits armés autonomes agissant pour leur compte, il a fallu reconnaître que c'était en fait une armée disciplinée et étroitement contrôlée par Dhlakama. De 1992 à 1994, il n'y a pas eu un seul incident militaire avec l'armée régulière. La capacité de la RENAMO à faire respecter le cessez-le-feu est donc en elle-même une donnée politique très importante. L'Attila mozambicain, l'ancien féal du pouvoir blanc, le principal responsable d'une guerre qui a fait 900 000 morts, l'enrôleur d'enfants soldats, s'est-il converti à la règle de la majorité ? On peut aussi penser que Dhlakama est un réaliste froid, qui a pris conscience que, sans soutien extérieur, la rébellion de la RENAMO était condamnée. Il a su négocier pour son mouvement et, semble-t-il, pour lui-même d'appréciables compensations financières.

● **John Garang de Mabior**

(Soudan)

Né en 1945 dans le Haut-Nil, John Garang effectue ses études primaires et secondaires au Soudan, puis part aux Etats-Unis en 1960 où il obtient en 1969 un B.A. en économie.

De retour dans son pays, il entre tout d'abord dans l'armée nationale mais très vite il rejoint – en 1970 – le mouvement rebelle Anyanya (scorpion) qui se bat depuis les années cinquante pour une autonomie plus grande du Sud. Il reçoit une formation militaire dans le camp d'Owing Ki Bul, près de Torit. Dès cette époque, John Garang semble hostile à une sécession du Sud-Soudan.

A la suite de l'accord de paix d'Addis-Abeba passé avec le gouvernement de Nimeyri en février 1972, les forces rebelles sont intégrées dans l'armée soudanaise. Garang devient le directeur-adjoint de la branche de formation de la recherche militaire du quartier général de l'armée à Khartoum. Promu lieutenant-colonel, il est nommé commandant de la garnison de Bor dans le Sud du pays. Il retourne aux Etats-Unis en 1979 pour y passer un doctorat d'économie agricole qu'il obtient en 1981. Il y reçoit le *Gamma Sigma Honour Award* pour sa contribution significative à la science agronomique.

A son retour au Soudan, Garang découvre les plans de Nimeyri pour l'islamisation radicale du Sud, l'enseignement de l'arabe et la mise en vigueur de la loi islamique. De nombreuses attaques ont lieu en 1982 contre les troupes soudanaises et, en avril 1983, Garang est envoyé par Nimeyri pour mater une mutinerie des troupes du Sud. Mais il fait alors défection et, en août 1983, crée le SPLM, Mouvement de libération du peuple soudanais (Sudanese People's Liberation Movement).

Sa branche militaire, le SPLA, Armée populaire de libération du Soudan (Sudanese People's Liberation Army), procède à des attaques victorieuses dans le Sud. De nombreuses villes sont prises.

En mars 1984, l'autorité de Garang sur le SPLA est confirmée. Dans son « Appel au peuple soudanais », on trouve la philosophie du mouvement. Il s'agit de faire du Soudan un Etat laïc et socialiste dans son intégralité et non d'organiser la sécession du Sud. C'est d'un nouveau Soudan que rêve Garang, au sein duquel l'ensemble des populations pourraient vivre dans un respect mutuel. Il met l'accent sur la notion de « peuples périphériques », à savoir les peuples non arabes vivant dans le Nord ou le Centre du pays que Garang espère rallier à la cause contre l'ennemi commun. Cependant, tous les Sudistes ne sont pas d'accord et il se produit des sécessions.

Toujours en 1984, en septembre, se tiennent des négociations secrètes avec le gouvernement. Nimeyri offre à Garang la vice-présidence du Soudan et un poste de coordinateur du développement économique dans le Sud. Garang refuse.

Après le coup d'Etat militaire dirigé par le général Swar el Dahab le 16 avril 1985, qui entraîne la chute de Nimeyri, Garang appelle au cessez-le-feu. Mais il rejette le projet du nouveau gouvernement de Sadiq el Mahdi d'organiser un référendum dans le Sud, accusant le chef de l'Etat de vouloir placer le Sud sous l'autorité d'un mini-conseil militaire semblable à celui de Khartoum. Les hostilités reprennent.

Sadiq el Mahdi offre à Garang une place au Conseil des ministres que celui-ci refuse à nouveau. En juillet 1986, les premiers entretiens directs entre Garang et Sadiq se tiennent à Addis-Abeba, sans succès. La guerre recommence et le SPLA regagne le contrôle de plusieurs villes. La famine sévit dans le Sud sans que les organismes humanitaires puissent faire parvenir de la nourriture aux populations touchées. Sadiq propose l'organisation d'une Conférence nationale où le principe de la loi islamique serait discuté. Le 1^{er} mai 1989, Garang annonce un cessez-le-feu unilatéral d'un mois pour débattre du gel de la sharia, d'une convention constitutionnelle et de la fin des pactes militaires passés par le Soudan avec la Libye et l'Egypte.

Le coup d'Etat militaire du 30 juin 1989 du général Omar el Bachir relance des propositions gouvernementales pour la paix. Garang se montre méfiant et finit par déclarer qu'il ne discutera que dans le cadre d'une Conférence constitutionnelle rassemblant l'ensemble des forces politiques du pays.

La répression s'intensifie de manière dramatique tandis que le pouvoir central attise les rivalités interethniques pour diviser et affaiblir le mouvement sudiste. Les hostilités recommencent donc à la fin de 1989 et les troupes de Garang prennent plusieurs petites villes dans le Sud. En octobre 1990, l'ex-chef des forces armées et deux généraux font défection pour rejoindre Garang.

En janvier 1991, un gouvernement en exil est créé avec Garang comme dirigeant. Après la chute de Mengistu en mai 1991, le SPLA perd ses bases en Ethiopie. Dans le même temps, l'URSS ne lui apporte pas toute l'aide espérée. L'autoritarisme de Garang suscite de nombreuses dissidences, notamment indépendantistes ; le SPLA se divise en deux et, affaibli, subit des revers importants face aux forces gouvernementales. Cependant, Garang réunifie peu à peu son mouvement et promet un rééquilibrage en faveur des civils ainsi que la tenue d'un référendum pour l'autodétermination du Sud. En 1992, il reprend l'initiative et parvient à contrôler, entre autres, la province d'Equatoria occidentale. Mais, en septembre, le second de Garang, William Nuyong Bany, l'un des fondateurs du SPLA et l'un de ses principaux stratèges, fait sécession.

En 1993, la plus importante offensive gouvernementale depuis 1983 est lancée dans le Sud du pays. Les forces de Garang sont chassées de la majorité des villes importantes et ont maintenant deux quartiers généraux. Avec la saison des pluies, les rebelles reprennent une partie du terrain perdu. Dans le même temps, le SPLA et ses factions s'attaquent mutuellement.

L'intensité de la crise du SPLA se mesure à l'importance des victoires gouvernementales, aux violents combats entre factions, ainsi qu'à la mort de milliers de civils et à la fuite de plusieurs dizaines de milliers d'autres. Garang conserve quand même son pouvoir grâce à l'aide de l'Algérie et sans doute des Israéliens et des Américains, ceci par le canal de l'Ouganda.

En juin 1995, l'opposition et la guérilla, réunies en Erythrée, se mettent d'accord pour mettre fin à la guerre dans le Sud, séparer la religion et l'Etat. Elles prônent aussi le droit à l'autodétermination.

Le 1^{er} juin 1996, le gouvernement de Khartoum accepte le principe d'un référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan. Une charte est signée entre le gouvernement et deux factions de la guérilla sudiste. Mais John Garang et le SPLA continuent la lutte, toujours aussi sanglante.

Hissène Habré

(Tchad)

**Afrique
contemporaine**
Numéro spécial
4^e trimestre 1996

Quatorze chefs
de guerre

182

On ne connaît pas exactement l'année de naissance d'Hissène Habré. On la situe entre 1936 et 1942, cette dernière date paraissant la plus vraisemblable. Ses parents étaient des éleveurs nomades gravitant aux confins de l'Ennedi et du Biltine.

Hissène Habré suit l'enseignement coranique et fait de bonnes études primaires. Il obtient le certificat d'études primaires vers 1958 et devient employé civil au Service du matériel et du bâtiment (SMB) des troupes françaises du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti). Remarqué pour sa vivacité d'esprit et sa bonne connaissance du français, il est proposé par le commandant des troupes du BET, qui est en même temps chef de la région, pour un poste de commandement territorial : c'est l'époque de « l'africanisation des cadres ». Il est nommé en décembre 1959 adjoint au chef de district du Borkou. Au mois de février suivant il est recruté dans la fonction publique tchadienne comme contractuel de catégorie F (la plus basse). En avril 1961, il passe avec succès – il est reçu deuxième sur vingt candidats – le concours de commis des services administratifs, le seul qui lui soit accessible, puisqu'il n'est pas titulaire du BEPC.

Bien noté, il est nommé le 23 juillet 1963 sous-préfet de Mousoro, où il ne reste que quelques semaines. Il est en effet envoyé à Paris pour suivre la formation de l'Institut des hautes études d'outre-mer (IHEOM). Il en sort diplômé en juillet 1965 et, devenu administrateur civil, est nommé en novembre directeur au ministère des Affaires étrangères. Mais il veut poursuivre ses études, et, malgré l'opposition de ses supérieurs, retourne à Paris où il achève sa licence en droit, obtient le diplôme de « Sciences Po » et un DES de droit public. Il reste dans la capitale française pendant plus de huit ans. Belle performance pour quelqu'un qui n'a pas fréquenté l'enseignement secondaire...

En 1971, il est de retour au Tchad. Le président Tombalbaye l'envoie négocier à deux reprises avec le FROLINAT (Front de libération nationale, noyau de la rébellion du Nord). La seconde fois, Habré ne rentre pas à Fort-Lamy (aujourd'hui N'Djaména) et rejoint Goukouni Oueddeye qui a formé au Tibesti un groupe rebelle, les FAN (Forces armées du Nord). En 1972, il en devient le chef. D'après ses adversaires, il aurait conservé les 100 000 dollars que Tombalbaye lui avait confiés pour accomplir sa mission.

En 1974, malgré des forces très réduites (500 hommes), il attaque Bardaï et capture le D^r Stewen, de nationalité allemande, et les Français Marc Combe, coopérant, et Françoise Claustre, archéologue française. L'Allemagne verse rapidement la rançon du D^r Stewen, Marc Combe s'échappe, mais Françoise Claustre

reste prisonnière pendant trois ans. Cette prise d'otages le rend célèbre – pour de nombreux médias, Habré devient un héroïque « combattant de la liberté » – mais lui vaut, après l'assassinat du commandant Galopin, envoyé de Paris pour négocier, de solides inimitiés en France, en particulier chez les militaires. Elle entraîne également, en 1976, sa rupture avec Goukouni, que par ailleurs Habré trouve trop lié aux Libyens.

A la suite des défaites subies par ses troupes dans le Nord au cours des années 1977-1978, le général Malloum, qui a renversé Tombalbaye en avril 1975, se rapproche d'Habré. Une « charte fondamentale » est signée en août 1978 : Malloum est président de la République et Habré Premier ministre. L'accord ne dure guère car, dès le 12 février 1979, c'est la rupture entre les deux hommes. La guerre civile commence à N'Djaména. Les FAN se distinguent particulièrement en massacrant avec allégresse les civils « sudistes ».

A la suite des accords de Kano et de Lagos, un gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) est formé, d'abord présidé par Lol (avril 1979), puis par Goukouni (novembre 1979), dont Habré devient le ministre de la Défense. Mais il rompt avec le GUNT en mars 1980, et les combats reprennent dans la capitale. Les forces libyennes, appelées en renfort par Goukouni – après que l'armée française, présente au Tchad depuis juillet 1977, s'est retirée – écrasent celles de Habré, qui doit évacuer N'Djaména en décembre. Mais en novembre 1981, les Libyens s'en vont. Habré, à la tête des FAN, reconquiert une partie du pays, entre à N'Djaména le 7 juin 1982, puis à Mondou en septembre. Il est désormais le maître de tout le Tchad. Il crée alors un Conseil d'Etat qu'il préside, puis se nomme chef de l'Etat en octobre 1982. La France ne le soutient que modérément.

En juin 1983, la Libye, alliée à Goukouni, mène une offensive d'abord victorieuse. Habré, attaqué durement, reçoit l'aide militaire des Etats-Unis, du Zaïre et surtout de la France (opération Manta). Goukouni et les Libyens perdent une partie du terrain conquis, mais restent maîtres du BET.

En juin 1984, Habré dissout les FAN et crée un nouveau parti unique, l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), destiné à rassembler tous les Tchadiens. Il forme également un gouvernement d'union auquel participent d'anciens opposants sudistes ralliés. Mais des troubles éclatent en août dans le Sud : c'est la rébellion des « codos ». La répression est brutale et sanglante, et elle va se poursuivre les années suivantes, amenant les chefs du mouvement à se rallier les uns après les autres entre 1986 et 1988.

En mars 1986, Habré élargit son cabinet en y faisant entrer des alliés de Goukouni, dont le général Djogo, puis le colonel Kamougué.

En 1987 a lieu une offensive contre les Libyens, au nord du 16^e parallèle. Malgré l'opposition de la France, Habré décide de pousser son avantage. L'armée tchadienne prend Aozou, mais en est chassée rapidement. A Faya, les Tchadiens font 2 000 prisonniers et récupèrent un matériel de guerre considérable. C'est une terrible gifle pour Kadhafi et un triomphe pour Habré. Le 14 juillet, ce dernier assiste à Paris au défilé traditionnel, placé à la droite du président Mitterrand.

En 1988, la Libye reconnaît le gouvernement tchadien. Goukouni refuse la réconciliation, mais Habré, toujours habile, divise l'opposition. Acheikh Ibn Omar, longtemps proche de Goukouni, le rejoint.

Habré semble alors au sommet de sa gloire, consacrée au congrès de l'UNIR de novembre 1988. Il organise en décembre 1989 un référendum plébiscite qui approuve une Constitution taillée à sa mesure et le maintient au pouvoir pendant sept ans. Il tient tête au président Mitterrand au sommet de La Baule (juin 1990), organise des élections législatives relativement libres, reçoit le pape. Mais, depuis le 1^{er} avril 1989, il doit faire face à la dissidence d'Idriss Déby.

Fin 1989, et surtout en mars-avril 1990, il lutte sans merci pour repousser son ancien lieutenant qui opère à partir du Soudan. Mais en novembre

1990, le Tchad est à nouveau envahi par Déby. La France ayant décidé de rester neutre dans le conflit, Habré, qui a pris directement le commandement de ses troupes, est battu. Il s'enfuit le 1^{er} décembre au Cameroun, puis rejoint le Sénégal où il réside désormais. On le voit souvent à la mosquée.

Intelligent, cultivé, très « médiatique », Hissène Habré est-il un grand chef de guerre ? Les avis sont partagés sur ce point. Certains soulignent qu'il doit ses trois grandes victoires – la prise de N'Djaména en 1982, la défaite de Goukouni Oueddeye en 1983 et l'offensive contre les Libyens en 1987 – à ses lieutenants, et principalement à Idriss Déby. Par contre, tout le monde s'accorde à réprocher ses méthodes, qui relèvent du gangstérisme le plus dur : enlèvement d'otages, assassinats d'opposants – et de leur famille –, torture, corruption. Il s'entoure d'hommes de main qui forment la Sécurité présidentielle (SP) et la très redoutée Direction de la documentation et de la sécurité (DDS), uniquement composées de membres de son clan. Lorsqu'il s'enfuit du Tchad à bord de l'avion présidentiel, il n'oublie pas d'emporter un trésor de guerre, estimé par certains à 7 milliards de francs CFA (6). Il faudra un procès perdu et de très fortes pressions sénégalaises pour qu'il rende l'avion. Mais pas l'argent.

Prince Yormie Johnson (Liberia)

Fils d'un chasseur gio, né en 1959 dans le comté de Nimba (nord-ouest), il fait ses études à Monrovia et est pris en charge par un couple d'Américains travaillant pour l'USAID (Agence américaine pour le développement international) qui l'aidera à terminer ses études et à suivre une formation militaire.

Il entre dans l'armée libérienne en 1971 et suit une formation à l'École des candidats officiers. Il devient lieutenant en 1974. Il suit un cours de tactique de police militaire aux Etats-Unis, et retourne dans son pays pour devenir commandant de la police militaire libérienne avec le rang de capitaine. Mais en 1977, il est victime d'un grave accident de voiture et doit quitter l'armée.

Johnson est impliqué dans le coup d'Etat manqué de novembre 1985. Arrêté, il réussit à prendre la fuite en Côte d'Ivoire. Cet événement laisse une marque indélébile chez Johnson qui, en 1987, rejoint Taylor au sein du NPFL, le Front national patriotique du Liberia, créé pour s'opposer au président Samuel Doe. Les rebelles reçoivent une assistance de la Libye où Johnson effectue un entraînement de six mois en compagnie de Taylor. Mais il ne partage pas les sentiments pro-Kadhafi de ce dernier.

Il fait partie de la petite force placée sous les ordres de Taylor qui, le 24 décembre 1989, traverse la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Liberia du Nord. Doe essaie de refouler l'invasion et se montre très brutal à l'égard des Gios et des Manos qui soutiennent les guérilleros.

En février 1990, Johnson remplace Paul Harris, tué lors d'une attaque contre les soldats gouvernementaux, à la tête des « commandos d'élite » du NPFL. Mais, au début de 1990, des oppositions de personnalité et d'idéologie commencent à surgir entre Taylor et Johnson, qui dispose d'un groupe de 200 combattants d'élite. On dit que Johnson a le soutien des Américains, ce qui va à l'encontre des amitiés libyennes de Taylor.

La guérilla accumule les succès et, en juin, elle est proche de la capitale Monrovia. Les divisions entre les deux hommes se révèlent au grand jour.

(6) Soit, au taux de change de l'époque, 140 millions de francs français.

Taylor accuse Johnson d'avoir assassiné douze de ses émissaires dépêchés pour négocier une réconciliation avec lui. Johnson appelle son groupe le Front national patriotique indépendant du Liberia (INPFL).

Au début d'août, Johnson prend seize étrangers en otage. Dans son esprit, les Américains seront de ce fait forcés d'intervenir, ce qui est le seul moyen de terminer ce conflit sanglant. Effectivement, les Américains envoient leurs *marines*, le 5 août, pour sauver les Occidentaux, puis des ressortissants libanais et indiens.

Alors que la bataille se développe entre les forces de Doe et les guérilleros, et entre les guérilleros eux-mêmes, Johnson en vient à la conclusion que la seule solution possible serait l'intervention d'une force extérieure. Celle-ci arrive avec l'envoi, par la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest), des forces ouest-africaines d'interposition, ECOMOG (Nigeria, Ghana, Guinée, essentiellement) pour occuper Monrovia le 24 août 1990. C'est grâce à Johnson que les Casques blancs prennent pied dans le port de la capitale.

Deux semaines après, le 9 septembre, il invite Doe pour une consultation au quartier général de l'ECOMOG à Monrovia. Doe s'y rend et rencontre le commandant de l'ECOMOG, mais une fusillade éclate entre ses forces et celles de Johnson. Doe, gravement blessé à la jambe, est fait prisonnier par Johnson, dont l'impulsivité et la violence éclatent au grand jour : Doe est torturé devant les caméras de télévision. Le lendemain, il est mis à mort sans jugement avec soixante-quatre membres de sa garde. Ce crime de guerre n'empêche pas Johnson de continuer de coopérer avec l'ECOMOG pour lutter contre Taylor.

Un essai est fait pour mettre en place un gouvernement intérimaire. Johnson signe le cessez-le-feu du 28 novembre, s'engage à donner son aide pour le désarmement des différentes factions mais ne fournit pas un soutien suffisant au gouvernement intérimaire.

Il assiste aux conférences de paix successives du début de 1991 et à la Conférence nationale du 15 mars. Il apporte son soutien au gouvernement intérimaire d'Amos Sawyer, condamne l'invasion de la Sierra Leone par les alliés de Taylor le 23 mars, plaide pour le soutien au gouvernement en place en Sierra Leone et promet d'envoyer des équipements militaires à Freetown.

En août 1991, Johnson démissionne du gouvernement intérimaire d'unité nationale (IGNU) présidé par Sawyer après les débats de l'assemblée législative sur ses exactions et les allégations de meurtres exécutés par lui ou en son nom. Il vit actuellement au Nigeria où, diminué par un grave accident de la circulation, il semble avoir renoncé à ses ambitions politiques.

● Paul Kagamé

(Rwanda)

Paul Kagamé est né en 1957, dans une famille rwandaise aisée, à Kamonyi dans le Centre du pays. Sa tante est la demi-sœur d'une épouse du dernier roi tutsi. Il a deux ans quand, le 1^{er} novembre 1959, se déclenche la sanglante « Toussaint rwandaise » qui aboutira à l'avènement du pouvoir hutu et à la déchéance de la monarchie tutsie. Ses parents doivent fuir en Ouganda comme des dizaines de milliers de leurs compatriotes. Kagamé grandit à Kampala, la capitale ougandaise, dans la pauvreté. Sa mère, devenue veuve, fait tout son possible pour que son fils poursuive des études jusqu'au baccalauréat.

En 1980, Kagamé rejoint, avec Fred Rwigyema, autre rwandais exilé, Yoweri Museveni au sein de l'Armée de résistance nationale (NRA) ougandaise, en révolte contre Milton Obote, qui vient de reprendre le pouvoir. Le 6 février

1981, la NRA attaque une école militaire, marquant ainsi le début d'une guérilla qui s'achèvera, en janvier 1986, par la prise de Kampala. Entre-temps, en 1982, Obote expulse 80 000 exilés rwandais, soupçonnés de soutenir la rébellion de Museveni. Ils seront refoulés du Rwanda par le président Habyarimana, au prétexte que le pays est surpeuplé. Beaucoup d'entre eux rejoignent alors Museveni.

Les vingt-six hommes de cette expédition ne se quitteront plus. De ces années de maquis, Kagamé acquiert l'apprentissage des techniques de guérilla, conserve une vague formation maoïste et quelques certitudes : la conviction que la politique est autre chose que des manigances d'individus avides de pouvoir, un idéalisme non dénué d'un certain populisme, un sens de l'Histoire et du rôle que lui-même peut y jouer. Museveni va lui confier la direction de la cour martiale de la NRA où il est amené à juger les rebelles coupables d'exactions contre les populations civiles. Ses ennemis à Kampala le surnomment alors « Ponce Pilate ».

En 1986, après la victoire de Museveni, Kagamé continue sa carrière dans les services de renseignements ougandais, dont il devient, en 1989, le directeur intérimaire. Il vit modestement et discrètement, et ses pires ennemis – qui l'accusent d'être un tortionnaire – reconnaissent qu'il n'a jamais tenté de s'enrichir.

Malgré le poste important qu'il occupe et en dépit de ses efforts pour se sentir ougandais, Kagamé est, comme beaucoup de ses concitoyens rwandais, mal à l'aise dans son pays d'accueil. Il devient évident en effet que les Banyarwandas (les exilés rwandais, qui ne sont pas tous tutsis), largement rejetés par les autochtones qui parlent de « mafia rwandaise », n'obtiendront jamais la nationalité ougandaise, malgré les promesses de Museveni. Une preuve supplémentaire en est donnée par le limogeage de Fred Rwigyema, en 1989, qui, bien que rwandais, était devenu le chef suprême de l'armée ougandaise.

Ce dernier, quelque peu amer, prend la tête du FPR, le Front patriotique rwandais, qui a succédé en 1977 à la RANU, l'Alliance rwandaise pour l'unité nationale, organisation d'émigrés favorable à un retour au Rwanda et de tendance monarchiste. Le FPR est plutôt marxisant. Peu nombreux, les militants y sont très actifs. Trente-six cellules clandestines sont créées au Rwanda de 1988 à 1990 ; elles sont composées de Tutsis mais aussi d'opposants hutus.

Sous l'impulsion de Fred Rwigyema, l'insurrection est préparée activement. De nombreux Banyarwandas désertent brutalement l'armée ougandaise et rejoignent l'Armée patriotique rwandaise (APR), bras armé du FPR. Le 1^{er} octobre 1990, les rebelles passent à l'attaque et franchissent la frontière.

Paul Kagamé ne fait pas partie de l'expédition. Il suit alors un stage d'officier aux Etats-Unis. Apprenant le déclenchement de l'opération ainsi que la mort de « Fred », tué dans les premiers combats, il décide de retourner immédiatement au Rwanda. Le 14 octobre, Kagamé prend donc la tête de l'APR et des opérations militaires. Bien que toujours secret et réservé, il partage la vie quotidienne de ses soldats et ne les expose pas inconsidérément au danger. Ses troupes sont réputées pour leur discipline.

L'offensive du FPR échoue à quelques kilomètres de Kigali car la France, la Belgique et le Zaïre sont intervenus en faveur du régime en place. Paul Kagamé conservera de cet épisode un ressentiment à l'égard de ces pays, et notamment de la France, affectant par exemple de ne pas connaître le français. A Paris, comme à Bruxelles, dans les allées du pouvoir, il est considéré comme un adversaire dangereux : c'est l'homme de Museveni, l'homme des Américains, voire le cerveau du « complot hima » (7).

A partir d'un petit réduit, au nord, Kagamé reprend la guérilla (1990-1993) tout en acceptant de négocier plusieurs accords de cessez-le-feu qui ne

(7) Thèse selon laquelle l'Ouganda, appuyée par les Etats-Unis, chercherait à établir une « fédération tutsie » dans la région des Grands Lacs.

sont jamais respectés. Il sera soutenu, en permanence, par Museveni (appui logistique et conseils). Cette situation incertaine, ponctuée de combats, d'exodes et de massacres de Tutsis et de Hutus modérés par les extrémistes hutus, va se prolonger jusqu'au génocide d'avril-juin 1994, malgré la signature des accords d'Arusha, le 4 août 1993. Ceux-ci devaient permettre la mise en place d'un Etat de droit sous la responsabilité d'un « gouvernement de transition à base élargie », le retour des réfugiés, la constitution d'une « Armée nationale de transition » amalgamant FAR (Forces armées rwandaises, gouvernementales) et APR. Mais, entre août 1993 et avril 1994, peu de dispositions des accords seront appliquées, les extrémistes hutus prenant de plus en plus d'influence auprès d'Habyarimana.

Après l'attentat du 6 avril 1994, les FAR, largement occupées à assassiner Tutsis et Hutus modérés, n'opposent guère de résistance à l'APR, qui a repris l'offensive. Les Hutus fuient par centaines de milliers, se réfugiant notamment au Zaïre. Kagamé prend Kigali le 4 juillet. Le dix-huit, il annonce que « la guerre est finie. Il y a un cessez-le-feu *de facto* même s'il n'a pas été proclamé ». Dans le même temps, il accepte de mauvaise grâce, sous la pression de Museveni qui a rencontré le président Mitterrand, que la France crée une « zone humanitaire sûre » dans le Sud-Ouest du pays.

Le 19 juillet, un gouvernement d'unité nationale est mis sur pied. Il comprend dix-sept membres dont huit font partie du FPR. Le général Kagamé est nommé vice-président de la République – poste spécialement créé pour lui – ministre de la Défense et chef d'état-major.

Il est considéré depuis comme l'homme fort du nouveau régime. Les idées politiques qu'il professe ne sont guère critiquables : il rejette l'ethnisme et prétend réconcilier tous les Rwandais qui n'ont pas participé aux massacres, souhaite que les coupables soient jugés, dénonce la corruption et les coalitions d'intérêts, parle de « vraie démocratie ». Mais Kagamé a-t-il les moyens de faire respecter ses principes ? Est-il en mesure de contrôler les comportements d'une armée et d'un parti victorieux qui ont été rejoints, cela est classique, par des combattants de la dernière heure ? Est-il un politique ? On le dit austère, rigide, peu porté aux concessions, mais aussi fidèle à sa parole. En tout état de cause, de quelles qualités faudrait-il faire preuve pour remettre sur les rails un pays dévasté, profondément traumatisé, où perdurent les haines et les désirs de revanche ?

● Yoweri Kaguta Museveni

(Ouganda)

Yoweri Museveni est né en 1944 à Ntungamo, dans le Sud-Ouest de l'Ouganda, d'un père ougandais et d'une mère rwandaise. Il reçoit une éducation protestante rigoureuse, qui fera de lui un idéaliste austère. Il fait ses études à Mbarara High School puis dans la prestigieuse Ntare School, avant d'aller à l'université à Dar es-Salaam, en Tanzanie, pour étudier les sciences politiques, l'économie et le droit (1967-1970).

Pendant ses études, en 1969, il travaille au département publicité du FRELIMO, le Front de libération du Mozambique, qui a ses bureaux en Tanzanie pendant la guerre d'indépendance contre le Portugal. Il est invité à visiter les zones libérées par le FRELIMO et reçoit ainsi sa première initiation aux tactiques de la guérilla.

Avant de terminer ses études, en 1970, il devient officier des Renseignements généraux (*General Service Officer*) au sein de la nouvelle unité créée par les Israéliens pour contrebalancer le service de renseignement existant. Il travaille pour le président Milton Obote comme secrétaire d'Etat adjoint à la Recherche.

Quand Idi Amin Dada prend le pouvoir en janvier 1971, il part en Tanzanie et participe, avec d'autres exilés, à plusieurs opérations militaires contre le dictateur ougandais. En 1972, son Front pour le salut national de l'Ouganda (FRONASA) dispose déjà de plusieurs camps et, en septembre de cette même année, il obtient du président Nyerere qu'il apporte son soutien à la calamiteuse invasion avortée de l'Ouganda.

Après ce cuisant échec, Museveni continue d'organiser le FRONASA et, en avril 1979, il dispose d'environ 9 000 hommes qui prennent part à la seconde grande offensive contre Idi Amin, cette fois réussie.

Cela lui vaut de devenir vice-président de la Commission militaire au pouvoir et, de surcroît, ministre de la Défense dans l'éphémère gouvernement du professeur Yusuf Lule. Le successeur de ce dernier, Godfrey Binaisa, craignant qu'il ne manœuvre contre lui, lui enlève au bout de quelques mois ce ministère pour lui confier celui de la Coopération régionale. Quand, en 1980, la Commission militaire, sous la direction de Paulo Muwanga, décide de renverser le président Binaisa, Museveni est nommé vice-Président.

Milton Obote revient d'exil et des élections sont organisées en décembre 1980. Museveni a créé son propre parti, le Mouvement patriotique ougandais (UPM), qu'il veut en rupture avec la bipolarisation traditionnelle de la scène politique ougandaise. Mais les résultats sont truqués. L'UPC (Congrès du peuple ougandais) d'Obote est déclaré vainqueur et Museveni est battu dans sa propre circonscription.

Il reprend alors le maquis en 1981 et crée le Mouvement de résistance nationale (NRM). Il n'est alors entouré que d'une poignée de partisans mais son approche idéaliste lui permet de construire peu à peu une armée de guérilla très importante et bien disciplinée.

Quand Obote est renversé par son chef d'état-major, le général Okello, Museveni adopte, face aux ouvertures du nouveau pouvoir, la tactique de négocier en combattant. Après de longues discussions à Nairobi, pendant lesquelles ses forces prennent le contrôle de l'Ouest et de la ville de Masaka, il signe un accord de paix avec le Conseil militaire le 17 décembre 1985, qui se révèle vite inapplicable. La guérilla maintient sa pression. Le pouvoir d'Okello se désagrège. L'armée régulière poursuit ses repréailles contre les civils. Après une offensive de neuf jours, les forces de Museveni s'emparent de Kampala le 26 janvier 1986. Et lui-même prête serment comme président de l'Ouganda le vingt-neuf. Le reste du pays est conquis progressivement, avec peu de pertes humaines, en plusieurs semaines.

Le nouveau Président promet une politique de réconciliation nationale et annonce la création d'un Conseil de la résistance nationale (NRC) où siègent civils et militaires de toutes tendances politiques. Il s'entoure d'un gouvernement de large union, très volumineux, où entrent progressivement les leaders des différentes régions, rassemblant ainsi au sein du Cabinet des représentants de tous les régimes précédents.

Mais l'idée-force du système politique qu'il veut mettre en place repose sur une structure pyramidale où, dans chaque village, serait élu un Conseil de résistance (RC1), dont les membres seraient électeurs d'un autre Conseil au niveau du *muluka* (RC2) et ainsi de suite jusqu'au sixième niveau, le NRC.

Le guérillero marxiste surprend assez vite en adoptant dans le domaine économique des mesures d'inspiration libérale, appliquant les prescriptions du Fonds monétaire international. Dans un pays exténué par plus de quinze ans de terreur, d'anarchie et de guerre civile, petits producteurs et entrepreneurs privés peuvent œuvrer à la reconstruction.

La paix intérieure est restée troublée, dans le Nord du pays, par l'action de groupes armés d'opposition, principalement l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), dirigée dans les dernières années de la décennie quatre-vingt par la prophétesse Alice Lakwena, au nom d'un fondamentalisme chrétien sur fond d'anta-

gonisme entre populations du Nord et du Sud du pays. Largement étouffé militairement, le flambeau de cette guérilla a été repris depuis trois ans par un lieutenant de la prophétesse, Joseph Kony, ce qui donne lieu à de violents affrontements dans les régions de Gulu et Kitgum.

La pacification par Museveni de la vie politique a aussi été marquée par la restauration des royaumes, abolis en 1966, et dont le point d'orgue fut en 1993 le couronnement du *kabaka* (roi) du Buganda, Ronald Mutebi II. En réglant de la sorte une question qui avait empoisonné l'existence de tous les régimes durant presque trente ans, puisqu'elle leur aliénait le soutien du quart le plus riche et actif de la population, les Baganda, Museveni scellait un compromis stratégique pour fortifier son assise au pouvoir.

Après avoir manqué à sa promesse d'un retour à la vie civile en 1989, et repoussé de cinq ans l'échéance, Museveni a entrepris à son rythme un processus constitutionnel visant à la fois à installer des institutions représentatives élues, et à mettre fin au régime des partis qu'il rend responsables du chaos passé.

Alors que le pays n'avait connu, depuis 1986, d'élections directes qu'au niveau local, un scrutin est organisé en 1995 pour une Assemblée constituante dont les travaux dureront plus longtemps que prévu. C'est en mai 1996 que d'autres élections feront de Museveni un président élu avec 72,4 % des suffrages.

S'il ne brille pas par son éloquence, ou même par un charisme particulier que sert peu un physique fortement arrondi depuis sa sortie du maquis, Museveni apparaît surtout comme un fin politique et un stratège tenace, qui sait ménager des alliances, accepter les compromis indispensables, mais aussi prendre le temps d'atteindre ses objectifs, sans varier d'un pouce, sans en démordre quand il s'agit de l'essentiel. Qui sait encore ne pas attaquer de front mais laisser l'adversaire s'enfermer, s'affaiblir jusqu'à ce qu'il tombe comme un fruit mûr, quitte à négocier avec lui en attendant.

C'est de cette stratégie qu'il a usé dans sa conquête du pouvoir et lors de la prise de Kampala. C'est celle-là aussi qu'on pourrait voir à l'œuvre dans l'action internationale que Museveni mène, avec de plus en plus de poids, en Afrique de l'Est, au service de ce qui serait un grand dessein régional. Dirigeant d'un pays moyen et enclavé, il a toujours mis en avant la nécessité d'une intégration régionale qui prendrait, mais au-delà, ce qu'avait été en son temps l'East African Community.

● **Goukouni Oueddeye**

(Tchad)

Contrairement à Déby et à Habré, Goukouni Oueddeye appartient à une famille de notables traditionnels musulmans. Il est en effet le fils du Derdé, auquel les Tedas du Tibesti ont recours comme arbitre. Contrairement également à ces deux chefs de guerre, il n'est pas un « dissident » ayant d'abord servi le pouvoir central. Né vers 1944, il voit en 1966 son père, le Derdé, fuir à Tripoli à la suite des mauvais traitements qu'il a subis et des exactions commises par le sous-préfet de Bardaï. La rébellion est une affaire de famille : quatre de ses frères y trouvent la mort. Contrairement enfin à Habré et à Déby, c'est un homme plutôt débonnaire, faible sans doute, mais qui a su conserver un comportement humain, dans ce Tchad en proie à la violence.

Goukouni a fréquenté l'école primaire de Bardaï ; il lit et écrit le français et a été quelques temps un fonctionnaire modeste à la préfecture du BET (Borkou-Ennedi-Tibesti), Faya-Largeau.

En 1972, Goukouni Oueddeye crée les FAN (Forces armées du Nord), organisme dissident du FROLINAT. Conscient des lacunes de sa formation, il en cède la direction à Hissène Habré, plus instruit que lui, mais rompt avec ce der-

nier en 1976 à la fois sur le problème des otages – la méthode lui déplaît – et sur les rapports avec les Libyens dont Habré se méfie. Les rebelles de Goukouni prennent alors le nom de Forces armées populaires (FAP), qui reçoivent le soutien de la Libye : les forces FAP-Libyens conquièrent Bardaï en 1977 et occupent tout le BET en 1978. Aux yeux de tous, Goukouni est devenu l'homme de Kadhafi.

Le Nigeria, que l'instabilité du Tchad et l'interventionnisme libyen inquiètent, tente de réconcilier les parties et, le 14 août 1979, un accord est signé à Lagos sous son égide. Un gouvernement d'unité nationale de transition (GUNT) est mis en place, dont Goukouni devient le Président, Habré étant nommé ministre de la Défense.

En mars 1980, la rupture est consommée entre les deux hommes, ce qui provoque la bataille pour le contrôle de N'Djaména. Goukouni appelle alors les Libyens à l'aide et, en décembre, Habré doit quitter la capitale.

Le 6 janvier 1981, Goukouni Oueddeye, qui ne sait pas faire preuve de force de caractère face aux Libyens, signe à Tripoli un accord avec eux, accord qui envisage une union politique entre les deux pays. Il est allé trop loin. L'accord provoque une réaction négative chez tous les Tchadiens et dans les pays voisins. La France, pour sa part, va désormais soutenir Habré, qu'elle n'estime pourtant guère, considérant qu'il constitue le seul rempart contre les ambitions de Kadhafi.

Avec l'entrée d'Habré dans N'Djaména le 7 juin 1982, Goukouni doit s'enfuir au Cameroun, puis en Algérie. Il tente alors de faire reconnaître sa légitimité au plan international, mais il est peu au fait des réalités de la géopolitique et on lui préfère Habré, l'adversaire acharné des Libyens.

Début 1983, Goukouni regroupe ses troupes et, avec l'aide des Libyens, s'empare du Nord du pays : Faya-Largeau en juin et Abéché en juillet. Pour empêcher Goukouni de passer le 15^e puis le 16^e parallèle, les Français montent l'opération Manta, qui soutient l'offensive victorieuse des Forces armées nationales tchadiennes (FANT). Goukouni Oueddeye, marginalisé, se réfugie en Libye, où il dirige un GUNT en exil, en proie à de nombreuses querelles de personnes. Il se retire alors en Algérie.

Après la chute d'Habré, en décembre 1990, Goukouni Oueddeye revient au Tchad pour rencontrer le président Déby. Il participe en 1993 à la Conférence nationale souveraine mise en place pour définir la future politique du pays, mais n'y joue aucun rôle.

Foday Sankoh

(Sierra Leone)

Lorsqu'une rébellion éclate en Sierra Leone, en mars 1981, elle apparaît comme le simple prolongement de la guerre civile qui se déroule au Liberia voisin. L'Est du pays est considéré comme la base arrière de Charles Taylor et les dépêches d'agence font état des combats entre les forces sierra-léonaises et le NPFL (Front national patriotique du Liberia). Dans la chronologie publiée par *Afrique contemporaine*, le RUF (Front révolutionnaire uni) n'apparaît qu'à la date du 9 octobre 1993. Le nom de son chef n'est pratiquement jamais cité par la presse, jusqu'à ce qu'il se rende à Abidjan, en mars 1996, pour des « conversations » sur l'avenir de son pays. L'homme surprend, et d'abord par sa corpulence qui ne cadre guère avec l'image de quelqu'un qui aurait passé cinq ans en brousse sans en sortir. Appelé *old man* ou même « papé » par ceux qui l'entourent, Foday Sankoh est encadré par deux jeunes filles, deux vierges paraît-il, qui lui servent de gardes du corps et de secrétaires. Elles goûtent aussi ses boissons et ses aliments (8).

(8) AFP Afrique – Bulletin quotidien d'Afrique – Agence France-Presse, 30 mars 1996.

Né en 1937 dans le Nord de la Sierra Leone, issu d'une famille pauvre, Foday Sankoh entre dans l'armée en 1956, est promu caporal en 1962. Il en veut à l'administration coloniale anglaise du retard apporté à sa promotion. En 1963, il suit six mois de cours de radio à Lagos. Il est envoyé ensuite en Angleterre, toujours pour un stage de transmissions.

Le 23 mars 1971, Sankoh est accusé de comploter avec d'autres personnes pour renverser le président Stevens, ce qu'il nie à l'époque violemment. Aujourd'hui, il déclare que ses suggestions n'ont pas été prises en considération, du fait de son rang modeste de caporal (9). Il est cependant emprisonné pendant plus de six ans, ce qui met fin à sa carrière militaire.

Ses idées politiques se développent en prison où il trouve également la foi, une foi quelque peu mystique et œcuménique. Il lit beaucoup. Il pense qu'il y a quelque chose de fondamentalement mauvais dans le système de gouvernement qui lui paraît plus au service des intérêts néocoloniaux qu'à celui du peuple. Il faut donc changer tout le système existant. L'anticolonialisme et le nationalisme, à la limite de la xénophobie, vont rester deux des principaux fondements de sa doctrine. De là découlent sans doute son hostilité à la capitale et à ses habitants. Freetown a été fondée comme colonie et demeure à beaucoup d'égards un port étranger situé aux confins de l'Afrique. Un rouage essentiel dans l'exploitation des paysans, qui constatent que l'or, les diamants ainsi que le bois d'œuvre enrichissent la population de la capitale alors qu'ils ne reçoivent en échange que peu de choses, qu'ils paient fort cher. Son grand modèle est Bai Bureh, un leader mystique du XIX^e siècle qui a lutté contre la colonisation anglaise en tendant de multiples embuscades contre des forces qui lui étaient très supérieures en nombre. Bai Bureh se faisait appeler *Kebalai*, « celui qui n'est jamais fatigué de la guerre ». Mais ses propositions sont aussi confuses que ses critiques sont radicales.

Quand il sort de prison, Sankoh ouvre un commerce de photographe ambulancier. Les étudiants sont parmi ses clients principaux et il profite de ces contacts pour démarrer un travail politique parmi eux. Il met en place une cellule à l'école secondaire de Bo, la deuxième ville du pays. Son action prend de l'ampleur avec la création de nombreux groupes d'études dans le pays qui constituent un mouvement souterrain très important.

En novembre 1985, quand le président Stevens démissionne et que le général Joseph Momoh accède au pouvoir, Sankoh décide de donner à ce dernier une chance de prouver qu'il est désireux de changer la situation existante. Les deux hommes se connaissent bien depuis 1956, année où ils se sont tous les deux engagés dans l'armée.

L'incapacité de Momoh à faire fonctionner l'économie et à introduire des réformes politiques favorise les actions du RUF. La décision du Président de se présenter comme seul candidat aux élections présidentielles d'avril 1991 donne au RUF l'occasion de l'attaquer. Sankoh lance la guérilla le 23 mars 1991 après avoir, selon certaines sources, combattu en 1989 au Liberia aux côtés de Charles Taylor.

La province orientale, traditionnellement opposée à l'APC (All People's Congress), le parti dominant, constitue l'endroit le plus adéquat pour commencer la révolte. Sankoh s'empare d'un dépôt d'armes (23 mars 1991) et de la ville de Koindu (27 mars). Le rôle joué en cette affaire par les forces de Charles Taylor, le rebelle libérien, semble indiscutable, bien que nié par les deux protagonistes.

Freetown appelle à l'aide la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Nigeria, le Ghana et d'autres pays. Malgré l'aide militaire qui lui est apportée, le gouvernement ne parvient pas à vaincre le RUF sur le terrain.

(9) Entretien publié dans *International Herald Tribune*, le 24 juin 1996.

Le 29 avril 1992, le capitaine Valentine Strasser prend le pouvoir soutenu par une junte militaire.

Le 25 janvier 1995, une attaque du RUF sur la ville de Kambia, à une centaine de kilomètres de la capitale, fait fuir 20 000 Sierra-Léonais vers la Guinée toute proche. Au cours de ce raid, sept religieuses italiennes et un prêtre brésilien sont enlevés ; ils seront libérés trois mois plus tard. C'est à cette occasion que le RUF accède à une certaine notoriété internationale. Les rebelles se retirent ensuite de Kambia devenue une ville fantôme. C'est la tactique de Sankoh : peut-être parce qu'il n'en a pas les moyens humains, il procède par coups de main visant à désorganiser au maximum l'adversaire mais ne cherche jamais à conserver les positions conquises. Son extrême mobilité, que lui permet un genre de vie extrêmement simple – ses hommes et lui se contentent de huttes de branchages – le rend insaisissable et fait du RUF un casse-tête pour l'armée gouvernementale. Pourtant, Strasser emploie les grands moyens, louant même les services de mercenaires – anglais puis sud-africains de la société *Executive Outcome* – pour remonter le moral de ses troupes. Il reçoit aussi l'appui de l'armée nigériane. Ces soutiens étrangers sont violemment dénoncés par Sankoh.

Freetown a longtemps fait courir le bruit de la mort du leader du RUF. L'intoxication pouvait prendre facilement : Sankoh n'a pas quitté la brousse pendant cinq ans, et n'a pratiquement jamais donné d'interview à la presse. On a pu même douter de son existence et il demeure un mystère pour la communauté internationale. Le gouvernement sierra-léonais fut cependant bien obligé de reconnaître que Sankoh était toujours vivant et que la rébellion – évaluée à quelques centaines d'hommes, 1 500 tout au plus, recrutés dans tous les groupes ethniques du pays – lui obéissait toujours.

A vrai dire, Sankoh fait régner une discipline de fer parmi ses troupes. On dit aussi qu'il terrorise les villageois, n'hésitant pas à en empaler quelques uns, ici ou là, pour l'exemple. Il nie que ce soit sur ses ordres que sont commises ces exactions, tout en admettant en souriant que « lorsque deux éléphants ou deux lions se battent, c'est l'herbe qui souffre » (10). Les amateurs de guerre disent toujours cela. Si les organisations humanitaires dénoncent l'embrigadement de jeunes qui sont entraînés à tuer, elles doivent reconnaître aussi que le RUF ne détruit jamais mosquées et églises. Qu'importe qu'il n'y ait plus grand monde pour les fréquenter... La guerre civile a fait plus de 10 000 morts, et environ la moitié des 4,5 millions d'habitants sont exilés (en Guinée et en Côte d'Ivoire, essentiellement), ou en exode. Foday Sankoh, nouvel avatar du « Fou de Dieu » ? Il prétend avoir réalisé la fusion de l'islam et de la chrétienté chez ses partisans. Ses hommes prient tous les jours et chaque fois qu'ils partent en opération. Une brochure de propagande du RUF prétend aussi qu'ils développent l'usage de l'énergie solaire dans les campagnes.

Le 16 janvier 1996, Strasser est renversé par le général Julius Maada Bio qui devient chef de l'Etat. Peu de temps après, ce dernier signe un cessez-le-feu avec les rebelles mais les combats reprennent dans le Sud du pays, Sankoh n'admettant pas le processus démocratique lancé par le général Bio. Un dialogue s'engage pourtant, en Côte d'Ivoire, et se poursuit avec le nouveau chef de l'Etat, Ahmad Tejan Kabbah, élu à la suite d'élections démocratiques. En mai, il est à Conakry pour demander la médiation du président guinéen L. Conté. Le « papé » serait-il « fatigué de la guerre » ? Le 30 novembre 1996, il signe enfin à Abidjan, dont il semble apprécier l'hospitalité, un traité de paix avec le gouvernement.

(10) *Ibid.*



Jonas Malheiro Savimbi

(Angola)

Le destin de Jonas Savimbi a-t-il basculé à la fin des années quatre-vingt, avec l'effondrement du bloc socialiste, la chute du mur de Berlin, le grand tournant de l'Afrique du Sud ? Rarement un chef de guerre africain aura été autant dépendant de ses alliances. Savimbi, salué du titre de « Combattant de la Liberté » par le président Reagan, fut un fidèle allié de l'Occident et un « rempart contre le communisme ». Cela suffisait pour que l'on ne s'interrogeât guère sur ses méthodes. Les temps ont changé, et Savimbi est devenu quelque peu encombrant. A Washington, à Paris, un peu partout, c'est désormais Nelson Mandela qui est le « Combattant de la Liberté »...

Jonas Savimbi est né le 3 août 1934 à Munhango, village sur le chemin de fer menant à Benguela. Il est le fils du premier Noir angolais chef de gare, dont les idées politiques de libération et le protestantisme actif l'ont beaucoup influencé. Il effectue ses études primaires et secondaires dans des écoles protestantes auxquelles, dit-il, il doit « sa rigueur morale ».

En septembre 1958, il reçoit une bourse des missionnaires protestants Américains de l'United Church of Christ pour étudier la médecine à l'université de Lisbonne, mais il doit quitter le Portugal en 1960 par suite de ses activités anticoloniales au sein de groupements d'étudiants et de ses trois arrestations par la police politique, la trop célèbre *PIDE*. En Suisse, il obtient en 1965 une licence en sciences politiques à l'université de Lausanne. C'est sans doute une certaine tendance à l'exagération qui l'a conduit, pendant des années, à se parer du titre de Docteur.

Parallèlement à ses études, il entre à l'UPA (Union des populations d'Angola) de Holden Roberto dont il devient le secrétaire général. Avec Roberto, il joue un rôle essentiel dans les négociations pour la création du FNLA (Front national de libération de l'Angola) qui intervient le 27 mars 1962. En tant que « ministre des Affaires étrangères » du mouvement, il voyage beaucoup et noue de nombreux contacts avec des hommes comme Ben Bella, Che Guevara, Nasser... Il se rend aux Nations unies en novembre 1962 pour présenter une pétition pour les droits de l'Angola à l'autodétermination. Il s'initie ensuite à la guérilla rurale (cours accéléré d'entraînement aux méthodes de la lutte clandestine) pendant un an en Chine où il rencontre Mao. Ce séjour le marque et il dira plus tard avoir alors compris l'importance du rôle de la paysannerie dans les luttes de libération.

En juillet 1965, ses relations avec Roberto s'envenimant, il démissionne du FNLA. Il va s'établir à Brazzaville et expose ses objectifs pour un Angola libre grâce aux Amis du manifeste angolais (AMANGOLA). Le 23 mars 1966, il fonde l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) dont il établit le quartier général en Zambie. Il est expulsé de ce pays à la suite d'une attaque contre les chemins de fer de Benguela, le 25 décembre 1966. Il part alors au Caire.

En juillet 1968, il retourne en Angola pour remettre de l'ordre au sein de l'UNITA, en lutte contre le colonisateur portugais. Bien que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ne le reconnaisse pas, il arrive à mobiliser une grande partie de la population dans l'Est et le Sud du pays. En juin 1974, il accepte finalement un cessez-le-feu avec les Portugais. Son parti est alors le plus faible des trois mouvements de libération angolais.

Il signe l'accord d'Alvor, en janvier 1975, et participe brièvement au gouvernement de coalition qui prend en main les destinées du pays au lendemain de l'indépendance, mais les divergences entre les trois partis sont trop fortes et la coalition éclate. Le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) commençant à recevoir l'aide des Soviétiques et des Cubains, il prend le maquis et recherche une alliance avec les Sud-Africains. Il l'obtiendra et la maintiendra en dépit des inimitiés qu'elle lui vaut, notamment en Afrique. La rupture ne viendra pas de lui.

**Afrique
contemporaine**
Numéro spécial
4^e trimestre 1996

Thèmes
transversaux

193

En novembre 1975, une colonne sud-africaine prend des villes du Sud et se rapproche dangereusement de Luanda, mais cette poussée est contrée par les forces cubaines.

Savimbi, avec 3 000 hommes, se réfugie après une longue marche de 2 000 km, dans le *bush* au sud-est (Jamba), à proximité de la Namibie, où il se maintient malgré tous les essais entrepris pour le déloger. Il y est soutenu par les Ovimbundus, le groupe ethnique le plus important du pays, dominant dans le Sud. Il étend un contrôle permanent à une grande zone autour de Jamba. Ses guérillas frappent souvent d'autres parties du pays mais pas sous son commandement.

Des campagnes successives contre lui sont montées par le MPLA et les Cubains, mais il leur résiste et est soutenu par les Sud-Africains dans les moments les plus difficiles. Il bénéficie aussi de l'appui américain, soit ouvertement, soit par le canal de la CIA.

Savimbi voyage souvent à l'étranger, surtout aux Etats-Unis, pour collecter des fonds. Il reçoit la visite de nombreux journalistes étrangers à Jamba. L'homme est un séducteur, habile orateur, parlant six langues. Il commence cependant à perdre sa bataille diplomatique en 1988, quand les grandes puissances et les gouvernements angolais et sud-africain s'entendent pour mettre fin à cette guerre interminable. L'Afrique du Sud accepte de retirer ses troupes contre le retrait programmé des Cubains, la Namibie deviendra indépendante et des élections libres se tiendront. L'accord est signé à New York en décembre. Il prive Savimbi du soutien sud-africain. « Nous continuerons à lutter seuls. Nous l'avons déjà fait dans le passé », déclare-t-il alors.

A l'occasion d'une série d'interviews, au début de 1989, il proclame qu'il ne recherche que des négociations directes avec le MPLA, pour aboutir à la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale, suivi d'élections démocratiques.

Malgré tout, l'UNITA reste exposée à des attaques militaires répétées des forces gouvernementales et des Cubains restés en Angola. Bien soutenue par les Etats-Unis par l'intermédiaire du Zaïre, elle prend cependant la ville stratégique de Mavinga (au sud) au début de 1990 et avance dans le Nord. En avril, de nouvelles négociations de paix sont tenues sous les auspices des Portugais, où Savimbi montre un réel intérêt pour un règlement politique.

Le 31 mai 1991, un accord est finalement signé à Lisbonne (Bicesse) qui met fin à une guerre civile de dix-sept ans (1975-1991).

Savimbi perd les élections de 1992, supervisées par les Nations unies et, mauvais joueur, en rejette les résultats et retourne à la lutte armée en octobre. La guerre fera quelques dizaines de milliers de morts supplémentaires. L'UNITA conquiert alors les deux tiers du pays (dont Huambo, deuxième ville du pays), y compris les puits de pétrole de Soyo et les mines de diamant, deux ressources vitales pour le pays et pour son mouvement. Il ne manque donc pas d'argent pour s'approvisionner en armes.

Quelques jours avant la signature du Protocole de Lusaka, en novembre 1995, entre le président Dos Santos et Savimbi (absent par crainte pour sa sécurité), l'UNITA perd Huambo et les capitales des provinces du Nord puis accepte enfin le déploiement de la force d'interposition des Nations unies (UNAVEM).

Isolé internationalement, Savimbi a-t-il perdu également une partie de son ascendant sur ses partisans ? Autoritaire et intransigeant, il s'est fait de nombreux ennemis au sein de son propre mouvement. L'assassinat de deux dirigeants de l'UNITA, exécutés avec leur famille à Jamba en 1992, a flétri l'image du mouvement dont les exactions ont été souvent dénoncées par les organisations des droits de l'homme.

Le chef de l'UNITA, décidément amateur de belles formules, aime citer cet adage : « La chose facile, on la fait immédiatement. L'impossible prend un peu plus de temps ». Effectivement.



Charles Taylor

(Liberia)

De mère libérienne et de père américain noir venu s'installer dans le pays dirigé, depuis sa création, par les membres de ce que l'on appelle « l'ethnie kongo » (anciens esclaves affranchis, envoyés dès 1821 par la Société philanthropique américaine pour créer une colonie en Afrique), il a dû se sentir déchiré entre ces deux appartenances. En lui coule le sang des Afro-Américains, c'est-à-dire la garantie d'accéder, sous le régime de William Tolbert, à la gestion des affaires publiques. Né à Monrovia en 1948, il est élevé au Liberia où il suit des études primaires et secondaires. Il part ensuite en 1970 aux Etats-Unis où il obtient un diplôme de B.A. en économie tout en travaillant comme mécanicien dans une usine de plastiques.

En 1980, Taylor fait partie d'une délégation de l'Union des associations libériennes aux Etats-Unis (ULAA), mouvement représentant plus de 30 000 personnes, invitée au Liberia par le président Tolbert. Quelques jours après son arrivée, dans un entretien à la radio, il exprime sa surprise au sujet de l'état du pays, dit qu'il a été trompé sur la situation réelle telle qu'elle lui a été présentée aux Etats-Unis. Il assiste aussi à une réunion du principal parti d'opposition, le Mouvement pour la justice en Afrique (MOJA), et remercie ses dirigeants de leur opposition à la répression et à la dictature dans le pays.

Quelques semaines plus tard, en avril 1980, le sergent Samuel Doe, un Krahn, prend le pouvoir. Il fait assassiner le président Tolbert et exécuter, après un simulacre de procès, treize ministres et hauts fonctionnaires appartenant à l'élite afro-américaine. Il nomme alors Taylor directeur de l'agence gouvernementale d'achat et de distribution des équipements destinés au gouvernement.

Doe, contraint sous la pression des Etats-Unis de rétablir le multipartisme et d'épurer une administration synonyme de corruption, soutient alors que Taylor a volé 900 000 dollars mais ne le poursuit pas pour autant. Taylor est simplement nommé ministre assistant pour le commerce et devient major dans l'armée. En 1984, il est accusé de malversation mais seulement après qu'il eut quitté le pays.

Il trouve refuge aux Etats-Unis où il est arrêté à Boston, en attendant son extradition. Il se présente comme un opposant au régime de Doe, au grand dam des exilés afro-américains qui ne lui pardonnent pas son revirement de 1980 et sont convaincus de sa malhonnêteté.

Il s'échappe de sa prison pour retourner en Afrique où il demande une aide de la Libye et du Burkina Faso pour commencer une nouvelle carrière comme chef guérillero avec pour mission de libérer son peuple. Il crée alors le NPFL (National Patriotic Front of Liberia, Front national patriotique du Liberia) dont la base est en Côte d'Ivoire.

Comme son futur rival Prince Johnson, Taylor participe à la tentative de putsch en 1985 contre le président Doe.

Le 24 décembre 1989, à partir de la Côte d'Ivoire, Taylor conduit, secondé par Prince Johnson, 200 rebelles au-delà de la frontière dans la région de Nimba où le peuple gio est généralement opposé à Doe. Les troupes indisciplinées et impopulaires du Président (AFL ou Armed Forces of Liberia, Forces armées du Liberia) échouent pour battre la guérilla et mater la population locale. Taylor démontre alors qu'il est un commandant habile et souple qui, en quelques mois, a créé une force de 2 000 hommes victorieuse dans les combats menés dans le Centre du Liberia.

Il tient toute une série de conférences de presse dans les capitales régionales des zones libérées où il accuse Doe de crimes atroces et le menace d'une vengeance terrible. Cette campagne contre les soldats gouvernementaux indisciplinés et démoralisés est un brillant succès.

En juillet 1990, les troupes de Taylor contrôlent la majorité du

**Afrique
contemporaine**
Numéro spécial
4^e trimestre 1996

Thèmes
transversaux

195

pays et se battent dans les faubourgs de Monrovia. Le 27 juillet, Taylor annonce que le gouvernement du président Doe est dissous et remplacé par une Assemblée nationale patriotique de reconstruction avec lui-même comme Président. Il promet de mettre en œuvre un processus électoral qui serait suivi d'élections dans les six mois avec la participation de tous les partis. Mais déjà la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) menace d'intervenir militairement, ce qu'elle fait en envoyant une force constituée par cinq nations (ECOMOG) à Monrovia le 24 août 1990. Si cette armée de 10 000 hommes, essentiellement nigériane, occupe rapidement la capitale, les forces de Taylor dominent la très grande majorité du pays après le meurtre de Doe le 10 septembre par Prince Johnson, son ancien lieutenant, devenu son rival.

Un cessez-le-feu est signé le 28 novembre 1990 entre Taylor, Johnson et les forces gouvernementales. Les puissances membres de la CEDEAO essaient de le convaincre d'entrer dans un gouvernement intérimaire et de préparer des élections démocratiques, ce qu'il refuse. Il tergiverse ainsi lors de plusieurs conférences au début 1991 et refuse d'assister à la Conférence nationale de Monrovia, le 15 mars, à laquelle assistent toutes les parties au conflit.

Taylor constate avec amertume que l'OUA se range contre lui quand sa délégation est expulsée de la Conférence du sommet d'Abuja (Nigeria) en juin 1991 et que Amos Sawyer (Interim Government of National Unity, IGNU) est autorisé à occuper le siège du Liberia dans l'organisation interafricaine.

Un autre essai est tenté auprès de lui, le 30 juin à Yamoussoukro, par le président Houphouët-Boigny qui n'accepte pas de voir la force interafricaine dominée par le Nigeria. Il se dit favorable à la paix mais se refuse à démobiliser ses troupes et à ouvrir les zones qu'il contrôle. Il dispose aussi de soutiens dans la région. Le Burkina Faso ainsi que la Côte d'Ivoire lui sont favorables.

Fin 1992, les cessez-le-feu succèdent aux cessez-le-feu. Taylor les viole sans état d'âme : le respect de la parole donnée n'est pas son fort. Taylor veut faire partir l'ECOMOG de Monrovia ; il assassine des étrangers et s'amuse à dresser un blocus contre les soldats de la force interafricaine. Il prend aussi en otage des membres d'organisations internationales. Il bombarde Monrovia et, fin octobre, fait assassiner cinq religieuses américaines dans les faubourgs de la capitale.

En janvier 1993, l'ECOMOG, alliée au Mouvement uni de libération du Liberia pour la démocratie (ULIMO), regroupant des anciens partisans de Doe, reprend le contrôle de l'aéroport de Roberstfield et, en avril, du port de Buchanan, deux places occupées depuis 1990 par le NPFL. Le 25 juillet, un nouvel accord de paix est signé à Cotonou.

L'année suivante, Taylor subit de sérieux revers en perdant, par exemple, son quartier général, mais il reprend peu à peu ses positions. En même temps, il règle des querelles de leadership au sein de son mouvement de la manière la plus expéditive qui soit : il fait exécuter les contestataires. L'humanisme n'est pas dans sa manière. Il crée des camps de concentration pour ses ennemis, étrangers de Guinée, du Nigeria et du Ghana. Quant aux Krahs et aux Mandingues, qu'ils soient civils ou militaires, ils sont immédiatement exécutés lorsqu'ils sont pris.

Le 19 août 1995, un nouvel accord de paix est signé à Abuja (Nigeria). Ce n'est jamais que le onzième en six ans de guerre. Le 1^{er} septembre, Taylor est nommé vice-président du Conseil d'Etat avec six autres personnalités représentant les mouvements d'opposition et deux personnalités civiles. Les combattants seront désarmés, les exilés rapatriés, des élections générales organisées. Un aménagement des accords de paix est signé en août 1996 à Abuja. Mais Taylor, comme les autres chefs de faction, ne semble pas pressé de désarmer ses troupes. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer désormais que seul « un gouvernement élu peut faire face aux nombreux problèmes auxquels est confronté le pays » (11).

(11) AFP Afrique - Bulletin quotidien d'Afrique - Agence France-Presse, 6 janvier 1997.

Taylor veut-il la paix ? On peut sérieusement en douter. A la faveur de la guerre civile, il s'est taillé un véritable fief où il règne en maître, qu'il est convenu d'appeler Taylorland... Il a organisé l'exploitation des ressources de manière systématique avec la Grand Bank et la Bong Bank de son frère. Il a signé des accords avec des sociétés multinationales pour l'exportation du caoutchouc et des bois tropicaux, ainsi que pour l'exploitation des mines de fer du Nimba. La contrebande est florissante : bois tropicaux, diamants, caoutchouc, tout est bon pour financer la guerre civile et le NPFL. Que pourrait apporter la paix à cet homme avide et paranoïaque, qui roule dans des voitures immatriculées à ses initiales ? Sauf évidemment si elle lui permettait d'assurer sa mainmise sur l'ensemble du pays...

Par dessus tout, Charles Taylor restera sans doute dans l'histoire africaine comme celui qui, le premier, a embrigadé des enfants dans son combat douteux. Très souvent drogués, manipulés, ces enfants soldats, ces *young freedom fighters* (jeunes combattants de la liberté) font régner la terreur quand ils le peuvent. Que peut-on espérer d'un tel homme ?

(Meles) Legesse Zenawi

(Ethiopie)

Legesse Zenawi est né en 1955 à Adoua, dans le Nord du pays, célèbre pour la victoire qu'y remporta Ménélik II contre les Italiens en 1896. Son père est tigréen, sa mère érythréenne. Tous deux sont nobles. Il fait ses études à la General Wingate School, dirigée suivant les méthodes d'une *public school* anglaise.

En 1971, il va étudier la médecine à l'université d'Addis-Abeba mais il arrête ses études pour entrer dans l'opposition avant le coup d'Etat qui renverse l'empereur Hailé Sélassié en février 1974. Il abandonne ses études en deuxième année et part se battre en brousse.

Il est alors un marxiste convaincu mais se révèle très vite un opposant au régime brutal de Mengistu qu'il pense intéressé seulement par la mise sur pied d'un régime autoritaire, sous le couvert du communisme, et pas du tout par la démocratie. Il prend alors le nom de guerre de « Meles », du nom du dirigeant étudiant Meles Tekele assassiné froidement par le régime de Mengistu en 1975.

Zenawi est l'un des fondateurs du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), créé en février 1975 pour mener la révolte dans la région du Tigré. Curieusement le TPLF se réclame alors de la version albanaise du socialisme.

A cette époque, le TPLF travaille aux côtés du Front de libération du Tigré (TLF) mais Zenawi soutient que ce dernier est responsable de l'assassinat des enfants les plus doués des opposants politiques du Tigré. Bien que les dirigeants du TPLF souhaitent une alliance avec le TLF pour des raisons stratégiques, Zenawi fait campagne contre cette position, au risque de sa propre vie. Ses vues prévalent enfin ; le TLF est éliminé et son dirigeant arrêté, emprisonné, puis plus tard exécuté.

Le TPLF commence à établir son contrôle sur les zones où le régime de Mengistu est le plus faible. Il fait fuir les bandits qui sévissent dans les campagnes et gagne la confiance des populations locales en organisant un gouvernement local. C'est à ce moment-là, qu'il commence à créer une véritable armée de guérilleros.

Le TPLF, allié au Front populaire de libération de l'Erythrée (EPLF) d'Afeworki, qu'il arme et entraîne, est déterminé à diriger les autres mouvements de libération dans son secteur du Tigré. Il élimine l'Union démocratique éthiopienne au début de 1978 et plus tard s'affronte avec le Parti révolutionnaire du peuple éthiopien qu'il chasse du Tigré. En 1980, il contrôle la majorité des régions rurales du Tigré.

Zenawi dirige une faction puissante du TPLF et, en 1985, présente sa candidature pour sa direction. Il doit pour cela battre deux autres dirigeants importants sans toutefois l'emporter véritablement.

En 1985, les relations avec l'EPLF se détériorent, ce qui n'empêchera pas les deux mouvements de continuer à coordonner leur lutte contre Mengistu. Le TPLF, quant à lui, prospère militairement et, en 1988, libère la majorité du Nord du Tigré et, en août, ses forces avancent vers Addis-Abeba. Progressivement, Zenawi assure la direction politique du parti. Il ambitionne d'en élargir la base au-delà des seuls Tigréens.

Zenawi crée alors le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (EPRDF) en février 1989 incorporant les autres mouvements alliés sous le *leadership* du TPLF. L'EPRDF représente ainsi les forces les plus révolutionnaires d'Ethiopie en dehors de l'Erythrée.

Zenawi devient président du Conseil suprême du nouveau parti et, dès janvier 1991, impose un revirement brutal – l'abandon de l'idéologie marxiste – qui étonne. Le doctrinaire se révèle alors un pragmatique.

En mars 1990, ses forces sont à 160 km de la capitale. Leur dernière avancée est remarquablement rapide en mai 1991. Mengistu s'enfuit le vingt et un et les chars de l'EPRDF entrent dans Addis-Abeba le 28 mai.

Après d'autres pourparlers le 1^{er} juillet à Addis-Abeba, un nouveau gouvernement est formé réunissant tous les mouvements alliés, l'EPRDF détenant une grande majorité. Le 22 juillet 1991, Zenawi est élu président à titre transitoire.

Prenant le contre-pied de ses deux prédécesseurs, il se propose de faire de l'Ethiopie une union de peuples fondée sur un pacte national volontaire. Logique avec lui-même et fidèle à la promesse faite à Issayas Afeworki, il ne s'oppose pas à la volonté d'indépendance de l'Erythrée. La nouvelle Constitution éthiopienne, adoptée fin 1994, instaure un fédéralisme qui reconnaît la diversité ethnique du pays et le droit à l'autodétermination des nationalités. Les adversaires de Zenawi, et en particulier le Front de libération oromo, l'accusent cependant de mener, par des voies indirectes – l'EPRDF et l'armée –, une politique hégémonique en faveur des Tigréens. C'est sans doute pour répondre à ces accusations que Zenawi entreprend, fin 1994, une démobilisation partielle de l'armée, qui touche particulièrement les soldats tigréens.

La mise en application de la nouvelle Constitution met fin à ses fonctions de chef d'Etat à titre transitoire. Le 23 août 1995, il est élu au poste de Premier ministre fédéral, abandonnant le poste de président de la République, plutôt honorifique, à un Oromo, Negasso Gidada.

● Principales sources utilisées

AFP Afrique – Bulletin quotidien d'Afrique – Agence France-Presse.

Africa South of the Sahara 1996, Europa Publications, Londres, 1995.

Afrique contemporaine (articles divers, chronologies et biographies).

An African Biographical dictionary, Brockman (Norbert C.), ABC-CLIO, Santa Barbara, Denver et Oxford, 1994.

Dossiers de presse de La Documentation française (CIDIC) et du Centre de documentation du ministère de la Coopération.

Who's who in Africa : Leaders for the 1990s, Rake (Alan), The Scarecrow Press, Metuchen et Londres, 1992.

Trimestriel N° 180 octobre-décembre 1996

Afrique contemporaine

Numero special

L'Afrique face aux conflits

sous la direction de
Jean du Bois de Gaudusson
et Michel Gaud

La documentation Française



PM 178
Gencieur
9926